



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 22 avril 2020
(OR. en)

7467/20

COAFR 113
COPS 120
CFSP/PESC 321
DEVGEN 47
ACP 25
COHAFA 17
COTER 17

RÉSULTATS DES TRAVAUX

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	délégations
Objet:	Mozambique - Conclusions du Conseil (22 avril 2020)

Les délégations trouveront en annexe les conclusions du Conseil sur le Mozambique, adoptées par procédure écrite le 22 avril 2020.

Conclusions du Conseil sur le Mozambique

1. La signature, en août 2019, de l'accord de paix et de réconciliation nationale par le gouvernement du Mozambique et la RENAMO constitue une nouvelle occasion d'instaurer une paix durable, un climat de réconciliation et la stabilité. L'UE demeure fermement résolue à soutenir cet accord. La transparence et l'inclusion sont déterminantes dans le processus de paix, tout comme le fait de porter une attention toute particulière à la participation des femmes et des jeunes et aux questions d'équité entre les femmes et les hommes.
2. La réalisation de progrès tangibles dans le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) contribue aussi à une réconciliation durable. Des mesures immédiates et de longue durée sont nécessaires à cet effet et l'UE lance un appel aux deux parties pour qu'elles honorent leurs engagements dans ce domaine essentiel. Des mesures effectives de décentralisation seront aussi indispensables.
3. La détérioration continue de la situation humanitaire et des conditions de sécurité dans la province de Cabo Delgado exige une attention urgente, dans le plein respect des droits de l'homme. Les attaques survenues récemment à Mocímboa da Praia et à Quissanga sont source de préoccupation. La situation exige que les autorités prennent des mesures effectives pour protéger les citoyens, mener des enquêtes afin de traduire en justice les auteurs de ces attaques et établir le rôle des organisations terroristes et leurs liens potentiels au niveau international le cas échéant.
4. L'UE est prête à engager un dialogue pour déterminer des solutions d'aide efficaces, en prenant en compte le caractère complexe et régional de la situation, et à soutenir une coopération transfrontalière en la matière entre le Mozambique et ses voisins. Une approche intégrée et coordonnée est nécessaire, notamment en promouvant la démocratie, les droits de l'homme et une gouvernance locale effective, en rétablissant l'État de droit et en remédiant aux conditions socio-économiques qui favorisent l'instabilité et l'extrémisme violent.

5. En concertation avec les autorités, l'UE se tient prête à soutenir la mise en œuvre des recommandations de sa mission d'observation électorale afin de consolider la démocratie et de renforcer la confiance de tous les Mozambicains dans les institutions, avant les prochaines élections municipales et générales.
6. L'UE est déterminée à œuvrer avec le Mozambique pour promouvoir une transformation et une diversification économiques durables, en accordant une attention particulière à l'emploi productif et au travail décent, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes ainsi que sur la nécessité d'une croissance inclusive, compte tenu des besoins spécifiques des zones rurales, et en intégrant la prévention et l'atténuation des effets du changement climatique. L'UE est prête à soutenir le Mozambique dans le cadre des réformes nécessaires en matière de gouvernance économique et politique, l'objectif étant d'atteindre une plus grande stabilité macroéconomique, d'améliorer le climat des affaires pour tous les acteurs économiques, de parvenir à la viabilité et à la transparence budgétaires, de donner accès à des services de base de qualité et d'instaurer une répartition équitable des recettes, notamment celles issues du gaz, un secteur dans lequel le Mozambique a le potentiel nécessaire pour devenir l'un des principaux producteurs mondiaux. Une action soutenue contre la corruption contribuera de manière décisive à améliorer la confiance des investisseurs.
7. L'UE est également prête à aider le Mozambique à approfondir son intégration régionale et à diversifier ses exportations, en s'appuyant sur la mise en œuvre effective et continue de l'accord de partenariat économique, compte tenu également de la mise en place de la zone de libre-échange continentale africaine.
8. Un an après le passage des cyclones Idai et Kenneth, le Mozambique continue d'être confronté à des difficultés d'ordre humanitaire et climatique. La situation humanitaire est particulièrement dramatique à Cabo Delgado, où l'extrémisme violent a contraint des milliers de personnes à quitter leur foyer. Parallèlement aux efforts de reconstruction en cours, l'UE réaffirme sa volonté de soutenir le renforcement de la résilience et de continuer à fournir une aide humanitaire, notamment pour que le pays se prépare aux crises et puisse y faire face.

9. Compte tenu de l'épidémie de COVID-19, l'UE est consciente qu'il sera essentiel d'adapter les plans, les activités et les calendriers dans tous les domaines de travail. Elle réaffirme sa solidarité et est prête à soutenir le gouvernement du Mozambique, dans le cadre des efforts qu'il déploie pour atténuer les effets néfastes potentiels de la pandémie sur le secteur de la santé, ainsi que ses répercussions humanitaires, sociales et économiques plus larges, qui touchent la population mozambicaine et en particulier les habitants les plus pauvres et les plus vulnérables.
-